

Bras de fer au Conseil européen : l'égoïsme des frugaux n'explique pas tout



Des tractations étaient toujours en cours dans la nuit de dimanche à lundi entre les dirigeants européens pour tenter de parvenir à un compromis sur un plan de relance de 750 milliards d'euros. Les points de dissension sont nombreux. Le sommet reprendra ce lundi à 16 heures. "L'égoïsme" supposé du "bloc des frugaux" est loin d'expliquer les difficultés rencontrées pour obtenir un accord.

Avec Christophe de Voogd

Atlantico.fr : Les vingt-sept se retrouvaient ce weekend pour tenter de trouver un accord sur un plan de relance. Les négociations sont particulièrement compliquées, faisant de ce sommet le plus long depuis celui de Nice en 2000. Mark Rutte, le Premier ministre néerlandais, est accusé de bloquer les négociations. Est-il le seul responsable ? Quels sont vraiment les rapports de force lors de ce conseil ?

Christophe de Voogd : Avec la prolongation des négociations ce lundi le record de Nice est largement battu. Sauf erreur, on est dans le timing des négociations de jadis sur la politique agricole commune, mais cette fois au niveau des chefs d'Etat et de gouvernements. En soi, cette durée inhabituelle n'est pas mauvais signe, car elle montre au moins que personne n'ose prendre l'initiative de la rupture et que les « participants autour de la Table », comme l'explique l'historien néerlandais Luuk van Middelaar dans Quand l'Europe improvise (Gallimard) éprouvent bien une responsabilité commune.

Ceci dit, un tel marathon montre que les positions n'arrivent pas à se concilier et sans doute faut-il aussi y voir la moindre efficacité du Président actuel du Conseil Européen Charles Michel que ses prédécesseurs qui avaient eu aussi de sérieux dossiers à traiter comme la Grèce. Quant à Rutte, il n'est pas seul dans son camp et c'est là que le bât blesse : quatre pays l'ont rejoint, formant un bloc, certes modeste sur le plan démographique (moins de 10% de la population de l'Union) mais pas du tout négligeable du point de vue économique et financier (20% du PIB de l'Union depuis le Brexit) : 5 pays très prospères, et qui ont tous rétabli leurs finances publiques. Les Pays-Bas, ne l'oublions pas, sont à eux seuls, les deuxièmes exportateurs de biens en Europe (devant la France). Un des mécomptes de ce sommet, du moins dans l'opinion publique, est la sous-estimation claire de la puissance réelle de ce bloc, que je constate dans bien des médias français.

Avec la mutualisation partielle des dettes nationales, c'est un véritable changement de paradigme qui se s'opérerait au sein de l'Union européenne. Cette réticence des pays dits "frugaux" de s'engager dans cette voie est-elle seulement une question d'argent ou est-elle plus profonde ?

Une donnée échappe souvent aux commentateurs : ces 5 pays ont un point commun : modelés par des décennies de social-démocratie, ils ont construit des Etats providence devenus aussi impressionnants qu'ingérables dans les années 80/90. Un seul exemple : en 1982, le déficit public néerlandais était à 10% du PIB ! Or tous ces pays se sont lancés dans des réformes drastiques avec des économies de 10 à 20 points de leurs PIB. Transposons un instant une telle baisse pour la France d'aujourd'hui : cela

représenterait entre 200 et 400 milliards d'économies budgétaires ! Or les pays du Nord constatent que ces efforts n'ont guère été imités au Sud, sauf en Grèce, forcée et contrainte, et éprouvent un sentiment d'injustice, voire une colère d'avoir à « payer pour des fainéants », alors qu'ils se sont serré la ceinture depuis plus de vingt ans. N'oublions pas que ces 5 pays sont aussi tous des contributeurs nets au budget européen et qu'ils recevront moins de crédits qu'ils n'assumeront de nouvelles dettes dans le plan proposé. Il y a bien sûr chez eux une part de mauvaise foi, lorsqu'on regarde les vrais efforts budgétaires portugais et italiens, pays du Sud qui dégagent des excédents primaires. Et, encore une fois, les terribles sacrifices grecs. Mais le poids considérable de leurs dettes les rend très fragiles et aboutit à un déficit continu des finances publiques : la crise du Covid ne fait qu'aggraver les choses. Et reste le cas de la France dont dépenses publiques, déficits et dettes ne cessent de croître depuis 40 ans.

Les pays dits "frugaux" – et en particulier les Pays-Bas - sont accusés, notamment par certains responsables politiques en France, de faire preuve d'un manque de solidarité. En résumé, d'être égoïstes et de bénéficier de l'Union européenne tout en donnant le moins possible en retour. Cette critique ne sert-elle pas à évacuer la responsabilité des pays "cigales" qui ont toujours été réticents à se réformer – et l'annonce du report des réformes des retraites et de l'assurance chômage en France juste avant le Conseil européen en est un exemple révélateur ?

Cette rhétorique de « l'égoïsme » et de la « solidarité » relève aussi de la tactique et du soft power en cherchant à culpabiliser les « frugaux ». C'est de bonne guerre et c'est assez habile vis-à-vis de pays protestants (sauf l'Autriche), très sensibles à l'argument moral, et surtout d'un pays fondateur de l'Europe, ayant donc une responsabilité historique particulière, comme les Pays-Bas. Mais cela ne tient pas vraiment la route, car encore une fois ces 5 pays sont contributeurs nets de l'Union et du plan de relance. De plus, tout le monde défend et, c'est normal, ses intérêts : les pays du Sud vont recevoir une grande part de la manne et leur européisme soudain est aussi intéressé. La France en particulier, si l'on voit les choses sur la longue durée, finance ses déficits et sa dette depuis 20 ans grâce à la confiance dans l'euro assuré par la bonne gestion du Nord. Sans cela, nous en serions à une énième dévaluation et à des taux d'intérêt insupportables. Donc à la révision déchirante de notre fameux « modèle social ». A quoi s'ajoutent des facteurs conjoncturels qui aggravent la défiance du Nord : l'abaissement de l'âge de la retraite en Italie l'an dernier à 62 ans alors que ces pays sont passés à 67 ans (au moins) ; les libéralités budgétaires du gouvernement socialiste espagnol ; et le énième report des réformes en France avec, en effet, l'annonce faite juste avant le Conseil concernant les retraites et le chômage. Le moins que l'on puisse dire est que le timing est mauvais et peut être ressenti comme une provocation. Comme peut l'être aussi l'inclusion des crédits du plan de relance dans le discours de politique générale de Jean Castex avant même les décisions du Sommet. De quoi donner l'impression à un pays susceptible comme les Pays-Bas que leur avis ne compte pas.

Pourtant, Emmanuel Macron avait pris soin d'aller à la Haye récemment pour tenter de déminer le terrain et a parfaitement conscience de la situation néerlandaise. Il est, semble-t-il, difficile de faire comprendre aux Néerlandais les subtilités du « en même temps »...

Christophe de Voogd, spécialiste des Pays-Bas, a publié "Histoire des Pays-Bas, des origines à nos jours" aux éditions Fayard

[A lire aussi : Union européenne : le club des petits pays riches ne veut pas payer pour les plus fragiles...](#)

[A lire aussi : Frugal ou Passager clandestin ? En direct du Grand Marché aux tapis, à Bruxelles](#)